

Tiré à part

NodusSciendi.net Volume 10 ième Novembre 2014

Esthétique des Sutures dynamiques des sociétés



Volume 10 ième Août 2014

Numéro conduit par

ASSI Diané Véronique

Maître-Assistant à l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan

<http://www.NodusSciendi.net> Titre clé Nodus Sciendi tiré de la norme ISO 3297

ISSN 2308-7676

Comité scientifique de Revue

BEGENAT-NEUSCHÄFER, Anne, Professeur des Universités, Université d'Aix-la-chapelle
BLÉDÉ, Loïbo, Professeur des Universités, U. Félix Houphouët Boigny, de Cocody-Abidjan
BOA, Thiémélé L. Ramsès, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny
BOHUI, Djédjé Hilaire, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny
DIJMAN, Kasimi, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny
KONÉ, Amadou, Professeur des Universités, Georgetown University, Washington DC
MADÉBÉ, Georice Berthin, Professeur des Universités, CENAREST-IRSH/UOB
SISSAO, Alain Joseph, Professeur des Universités, INSS/CNRST, Ouagadougou
TRAORÉ, François Bruno, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny
VION-DURY, Juliette, Professeur des Universités, Université Paris XIII
VOISIN, Patrick, Professeur de chaire supérieure en hypokhâgne et khâgne A/L ULM, Pau
WESTPHAL, Bertrand, Professeur des Universités, Université de Limoges

Organisation

Publication / DIANDUÉ Bi Kacou Parfait,

Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny, de Cocody-Abidjan

Rédaction / KONANDRI Affoué Virginie,

Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, de Cocody-Abidjan

Production / SYLLA Abdoulaye,

Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, de Cocody-Abidjan

SOMMAIRE

- 1- Dr. DIALLO Adama, CNRST/INSS, « **Problématique de l'interaction des langues nationales et du français au Burkina-Faso** »
- 2- Dr. ETTIEN Yapo, Université Félix Houphouët-Boigny , **Ernest J. Gaines's Miss Jane Pittman: A Symbol of the Black Female Abolitionist Struggle**
- 3- Dr. JOHNSON Kouassi Zamina, « **How the Garcia Girls Lost Their Accents de Julia Alvarez: Évocation de l'Histoire et des Identités Culturelles à Travers la Littérature** »
- 4- Dr. KONKOBO-KABORE Madeleine, CNRST/INSS, « **Homosexualité et répression : Faut-t-il invoquer les droits de l'homme ?** »
- 5- Dr. KOUASSI Kouamé Brice, Université Félix Houphouët Boigny, « **Liberté en question et question de la liberté dans *Germinal* de Emile Zola** »
- 6- Dr. ASSI Véronique Diané, Université Félix Houphouët Boigny, « **Loin de mon père de Véronique Tadjo, une auto-fiction ?** »
- 7- COULIBALY Adjata, Université Félix Houphouët-Boigny, « **La spatialité dans le cercle des tropiques d'Alioune Fantouré : lecture d'un réel géoimaginaire** »
- 8- Dr. AGOUBLI Paul-Hervé KWADJANÉ, Université Félix Houphouët Boigny, « **Les écritures de soi, entre valeur et antivaleur : Michel Houellebecq entre deux impératifs** »
- 9- Dr. KAMATE Banhouman, Université Félix-Houphouët-Boigny, « **Les crises sociopolitiques ivoiriennes dans les spectacles théâtraux de Sidiki Bakaba (1972-2010)** »
- 10- Dr. DIASSE Alain, Université Félix Houphouët-Boigny, « **Place et rôle des journalistes ivoiriens dans leurs rapports aux politiques** »

- 11- Dr. BOGUI Jean-Jacques Maomra, **Université Félix Houphouët-Boigny**
« Insertion et usages des TIC dans les universités en Afrique: Le PADIICE nouvelle illusion ou véritable révolution ? »
- 12- Dr. NAKOULMA Arouna Goama, CNRST/INSS, **« Droits des paysans modèles en zones urbaines et périurbaines : Cas des villes de Ouagadougou et Ouahigouya au Burkina Faso »**
- 13- Dr. QUENUM Anicette, Université d'Abomey-Calavi, **« Les traces d'une inspiration biblique dans l'œuvre d'Olympe Bhely-Quenum »**
- 14- Dr. TOTI AHIDJÉ Zahui Gondey, Université Alassane Ouattara
« L'image sociopolitique de l'Afrique de l'Ouest à travers l'œuvre d'Ibrahim Ly: *Toiles d'araignées* et *Les Noctuelles vivent de larmes* »
- 15- Dr. N'GBESSO Hélène, Université Félix Houphouët Boigny, **« Charles Nokan et l'Afrique noire moderne »**
- 16- KOUAME Konan Richard, Université Félix Houphouët Boigny, **« Les particularités énonciatives dans la production littéraire des auteurs ivoiriens : cas des ivoirismes interjectifs chez Zadi Zaourou et Diégou Bailly »**
- 17- KOUADIO Thomas, Université Félix Houphouët-Boigny, **« L'écriture de *la bible et le fusil* de Maurice Bandaman ou les représentations d'une esthétique de rupture »**
- 18- TOKPA Dominique, Université Félix Houphouët-Boigny, **« Aspects fantastiques du descriptif dans *Les Soleils des indépendances* d'Ahmadou Kourouma »**

- 19- Dr. BODO Bidy Cyprien, Université Félix Houphouët Boigny, « **La Lecture et l'écriture en-jeu dans *Les soleils des indépendances* d'Ahmadou Kourouma** »
- 20- KOFFI Konan Thomas, Université Félix Houphouët-Boigny, « **la création en « nouchi » et les langues ivoiriennes** »
- 21- Dr. DION Yodé Simplicie, Université Felix Houphouët Boigny, « **«L'homme» de l'énigme du sphinx** »
- 22- Dr. OUATTARA Vincent, Université de Koudougou, « **Littéracie en quête de l'homme** »
- 23- COULIBALY Kounady, University Felix Houphouët Boigny, « **Festival as a Means of Social Integration and Alienation: A Study in Chinua Achebe's Arrow of God and Things Fall Apart, and AyiKwei Armah's Fragments** »
- 24- MINDIE Manhan Pascal, Université de Bouaké, « **Le spectacle grotesque de la guerre dans Voyage au bout de la nuit et Normance de L-F. Céline : une écriture carnavalesque** »

Insertion et usages des TIC dans les universités en Afrique: Le PADTICE nouvelle illusion ou véritable révolution ?

Jean-Jacques Maomra BOGUI
Université Félix Houphouët-Boigny

Introduction

Le monde ouvert que propose la société de l'information ou société de la connaissance (terme utilisé en particulier dans les milieux universitaires, comme une alternative jugée préférable par certains à la notion de « société de l'information ») est devenu une source d'innovations profondes aussi bien communautaires qu'individuelles. Manuel CASTELLS (2002) définit cette société de la connaissance comme une société où les conditions de création des connaissances et de traitement de l'information ont été en grande partie modifiées par une révolution technologique axée sur le traitement de l'information, la création des connaissances et les technologies de l'information.

La formation de tous les citoyens est devenue un réel enjeu en ce sens que les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont maintenant présentes dans tous les secteurs d'activité. Ainsi, l'enseignement supérieur et notamment les institutions universitaires (qui ont en charge la formation des élites des pays) vont devenir progressivement de grandes consommatrices de ces nouvelles technologies. À travers le monde de nombreux plans en faveur de l'intégration des TIC dans les universités vont voir le jour. L'intégration des TIC dans l'enseignement supérieur va connaître une évolution assimilable à celle du support imprimé dans le milieu universitaire il y a quelques siècles. De nos jours avec le développement des TIC, le monde universitaire se doit de tout mettre en œuvre pour en tirer le meilleur bénéfice et réduire le décalage qui pourrait s'installer avec les usages avancés que connaît la société civile. Pour ce faire, une refondation des modes de fonctionnement des institutions universitaires s'est imposée, car les technologies numériques sont devenues les principaux vecteurs de l'information et de la communication.

Les institutions universitaires à travers le monde se trouvent confrontées à un changement de paradigme (DOLENCE, NORRIS, 1995) qui leur impose une

transformation en profondeur. Le changement de paradigme essentiel, selon un rapport de la CREPUQ¹ publié en mai 1996, c'est que l'on considère l'apprenant comme l'acteur principal du processus d'acquisition des connaissances. Avec l'avènement des TIC, l'organisation des études universitaires est emmenée à connaître de nombreuses modifications à presque tous les niveaux (pédagogie, admission, inscription, paiement des frais, etc.).

À l'instar des pays occidentaux, les pays africains, depuis quelques décennies ont décidé d'œuvrer pour l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les institutions d'enseignement supérieur. Cette volonté s'est matérialisée à travers la mise en place de divers projets généralement soutenus par des organisations internationales telles que l'UNESCO ou l'Agence universitaire de la francophonie ou dans le cadre de la coopération avec certains pays occidentaux.

Cependant, plusieurs études (Leborgne-Tahiri, 2002 ; Ducasse, 2002 ; Bogui, 2008) nous montrent qu'en raison d'une implication et d'une appropriation insuffisantes des projets d'intégration des technologies médiatiques dans l'éducation en Afrique francophone par les principaux acteurs (enseignants, étudiants, personnels administratifs), les résultats escomptés n'ont généralement pas pu être atteints. On est ainsi tenté de se demander si le tout dernier programme mis en place dans la zone UEMOA sous l'appellation de PADTICE en vue de renforcer les capacités de mise en œuvre de la réforme Licence-Master –Doctorat (LMD) dans les institutions universitaires des pays membres de cette organisation ne risque pas de subir le même sort que ces devanciers.

Le PADTICE sera-t-il une nouvelle illusion ou une véritable révolution dans l'enseignement supérieur des pays de la zone UEMOA ?

Cet article sera l'occasion d'une réflexion théorique sur les obstacles à l'intégration et surtout à l'usage des TIC dans l'enseignement supérieur en Afrique et les conditions préalables à la réussite d'une telle initiative. En s'inspirant du modèle de la traduction (Callon, Latour, 1986, Akrich, 1998) issu de la sociologie de l'innovation, ce texte tentera

¹ Conférence des Recteurs et Principaux des Universités du Québec

de démontrer l'importance de la participation active des acteurs à la conception de l'innovation. Comme le souligne Serge Proulx (2006):

« Ces auteurs partent du postulat qu'on ne peut concevoir la technologie et la société comme deux entités isolées qui s'influenceraient mutuellement à la manière de deux réalités autonomes et mécaniquement séparées. La sphère technologique n'est pas une instance qui se situerait à l'extérieur de la sphère du social et qui l'influencerait du dehors, qui aurait un « impact » sur la société qui serait facilement discernable, comme peuvent le penser certains tenants du déterminisme technique. Les sphères de la technique et du social apparaissent profondément enchevêtrées et sont mutuellement constitutives. »

En reprenant les critiques adressées à l'approche diffusionniste née de la théorie de la diffusion d'une innovation technologique² d'Everett Roger (1983), le « modèle de la traduction » proposé par les chercheurs du centre de sociologie de l'innovation (CSI) de l'École des Mines de Paris (Madeleine Akrich, Michel Callon et Bruno Latour) met l'accent sur des aspects peu étudiés auparavant, comme les médiations entre les acteurs sociaux qui participent au processus de l'innovation. Ce modèle repose sur une approche sociotechnique et propose une analyse stratégique de l'innovation (stratégie d'intéressement). Négocier, c'est en fait redéfinir, réadapter, traduire les besoins, les demandes et les caractéristiques sociales de ceux à qui l'innovation est destinée en caractéristiques techniques et réciproquement. Ainsi, l'adoption est synonyme d'adaptation voire d'intégration. Ce processus s'opère à travers une opération : la traduction. L'objectif recherché dans l'utilisation de ces outils est d'agrèger les intérêts (Fusaro, Agbobli, Bogui, Kiyindou, 2012). C'est aussi dans ce sens que pour Akrich (1998) les pratiques des utilisateurs sont partie prenante dans le processus d'innovation.

² Il est généralement reproché à cette approche sa linéarité, l'absence de prise en considération de la phase de conception, des détournements d'usages et des phénomènes de rejet après adoption. Les chercheurs du CSI lui reproche particulièrement la non prise en compte de la participation des usagers à la conception de l'innovation.

Ce texte se structure en trois parties, la première sera consacrée à des considérations théoriques sur la contribution éventuelle des technologies numériques à la production, à l'utilisation et à la diffusion du savoir scientifique en Afrique, la seconde partie sera consacrée à une présentation du programme PADTICE initié par l'UEMOA et des enjeux de l'innovation proposée, enfin la dernière partie sera l'occasion de présenter brièvement les premiers résultats d'une étude en cours de réalisation sur l'accès et les usages des TIC par les enseignants de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan dans leurs activités pédagogiques et de recherche. Nous présenterons particulièrement les données concernant leur connaissance du programme PADTICE et leur implication dans son déroulement.

1. Technologies numériques et communauté scientifique en Afrique

Le développement de la recherche scientifique est sans doute l'une des principales raisons de l'intérêt qu'accorde le monde universitaire aux TIC. En effet, la recherche scientifique donne lieu à la création de nouvelles technologies et à la production de données et d'informations qui, en tirant parti de ces technologies, peuvent être d'un grand profit pour la société dans son ensemble.

Sir Roger ELLIOT³, insiste sur le rôle des scientifiques dans la création des TIC, fondement de la société de l'information :

« La recherche scientifique, l'accès à l'information scientifique libre et illimité à tous les scientifiques, l'amélioration de l'enseignement et de la formation scientifique sont autant d'éléments capitaux pour élever le niveau de compréhension de la science dans le public, si l'on veut que la société soit en mesure de prendre des décisions plus éclairées. »⁴

³ Président du Bureau exécutif du Conseil international pour la science (CIUS) en 2003

⁴ Allocution d'ouverture de Sir Roger Elliot, du CIUS, à l'Atelier UNESCO/CIUS/CODATA sur *La science et la société de l'information*, 12 mars 2003, au siège de l'UNESCO, à Paris.

L'impact des TIC sur la production, l'utilisation et la diffusion du savoir scientifique est considérable. Elles détiennent de nombreuses possibilités de combler la fracture scientifique en facilitant l'intégration des scientifiques nationaux et internationaux dans des réseaux et en fournissant aux décideurs de l'information et des connaissances scientifiques qui les aident à mieux gouverner. Les TIC sont également d'excellents instruments pour faciliter aux scientifiques des pays en développement l'accès aux revues spécialisées, aux bibliothèques, aux bases de données et aux services scientifiques de pointe. Elles présentent aussi l'avantage de pouvoir améliorer la collecte et l'analyse de données scientifiques complexes. Grâce à l'outil Internet, la mise en réseaux électroniques mondiale d'universités et de centres de recherche est aujourd'hui possible. En plus d'être un exceptionnel instrument de communication, l'Internet est un véhicule extrêmement riche en information et en données utiles pour l'éducation, la recherche et, en dernier lieu, l'innovation avec ses implications dans le domaine économique. L'esseulement regrettable de bon nombre de communautés scientifiques des pays du tiers-monde, particulièrement celles d'Afrique subsaharienne peut connaître d'une certaine manière une solution grâce à un accès illimité à l'information et aux données scientifiques et par la collaboration internationale.

De l'avis de certains experts, l'enseignement supérieur et la recherche dans les pays africains peuvent certainement tirer un grand profit de l'intégration des technologies numériques. En effet, si l'on se fie aux conclusions de nombreux textes sur l'état de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne publiés au cours des deux dernières décennies, telle que la *Déclaration et plan d'action sur l'enseignement supérieur en Afrique* (UNESCO-BREDA, 1997) de l'UNESCO on ne peut que déplorer les nombreuses difficultés que rencontre l'enseignement supérieur dans cette partie du monde, qui l'empêchent de remplir les missions qui lui sont assignées. Ce secteur dans la majorité des pays africains situés au sud du Sahara (hormis l'Afrique du Sud) souffre encore d'un déficit de productions scientifiques, la diffusion et l'accès à l'information scientifique et technique sont encore très difficiles. Il n'existe pas encore une réelle opportunité de développer le travail collaboratif entre les enseignants et les chercheurs de la communauté universitaire nationale, ou encore entre ceux-ci et leurs pairs des autres universités africaines ou occidentales; bien que cela soit inscrit par essence dans le fait universitaire qui n'existe que par l'affirmation d'une communauté

« transnationale » d'enseignement et de recherche (Ducasse, 2002). L'amélioration de la qualité et la mise à jour régulière des enseignements ne sont pas toujours une priorité absolue souvent à cause de certaines pesanteurs sociales qui entraînent une démotivation des enseignants (salaires dérisoires, amphithéâtres et salles de classe bondées, documentation lacunaire, bibliothèques et laboratoires peu équipés, etc.). La pédagogie transmissive en vigueur dans bon nombre d'universités africaines est assurément une des raisons des difficultés d'assimilation des étudiants des connaissances qui leur sont dispensées.

L'intégration des TIC apparaît pour plusieurs organisations internationales (Banque mondiale, UNESCO, AUF...) intervenant sur des projets de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Afrique comme une solution pouvant permettre aux universités africaines d'atteindre les objectifs que la plupart d'entre elles se sont fixées. Cependant, l'intégration des TIC dans l'éducation en Afrique n'est pas une question nouvelle. Au cours des dernières décennies plusieurs expérimentations ont été faites dans les universités africaines. Si l'on se fie à certaines études (Tahiri-Leborgne , 2002, Loiret, 2008), la plupart de ces projets tels que le TAMTEL, les audios et vidéoconférences, les universités virtuelles africaines, ... ce sont arrêtés prématurément ou n'ont pas été en mesure d'obtenir les résultats espérés en partie en raison de l'insuffisance de l'implication des acteurs locaux (enseignants, étudiants et personnels administratifs).

2. Présentation du programme PADTICE⁵

Le 11 février 2011, une convention a été signée à Paris entre la commission de l'UEMOA⁶ et l'UNESCO⁷ pour l'exécution d'un projet en vue de soutenir les universités de l'espace UEMOA dans l'intégration des TIC pour la mise en place du système Licence-Master-Doctorat (LMD) qui constitue une des réformes majeures du système d'enseignement supérieur des pays appartenant à cette organisation régionale. Les technologies de

⁵ Projet d'appui au développement des TIC pour le renforcement des capacités de mise en œuvre de la réforme Licence-Master-Doctorat (LMD) dans les institutions d'enseignement supérieur de l'espace UEMOA

⁶ Union monétaire ouest africaine

⁷ Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture

l'information et de la communication sont perçues comme des outils extrêmement précieux pour permettre aux universités d'Afrique occidentale francophone de relever le défi de la qualité et de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. En outre, la réforme appelée LMD a également pour objectif de permettre la création d'un véritable espace régional de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest⁸. Ainsi, ce projet a non seulement pour ambition de soutenir les institutions d'enseignement supérieur dans le cheminement pour l'appropriation des TIC, mais également la création d'un espace technologique intégré⁹.

Ce projet s'inscrit dans les activités de la convention de coopération signée en 2006 entre l'UEMOA et l'UNESCO. Il fait partie des priorités à la fois dans la politique de l'UEMOA pour le développement de l'enseignement supérieur et dans le programme de l'UNESCO sur le développement de l'enseignement supérieur en Afrique. C'est en ce sens que l'UNESCO à travers son bureau régional multisectoriel de Dakar agit en qualité de maître d'œuvre de ce projet financé par l'UEMOA.

Dans sa phase actuelle, le PADTICE se structure en trois composantes dont chacune d'elles renferme des activités spécifiques dont l'exécution permettra d'atteindre un objectif spécifique.

La première de ces composantes est le développement des infrastructures physiques et virtuelles des TIC, la seconde concerne le renforcement des équipements et matériels informatiques et de télécommunication des universités et la troisième et dernière le renforcement des capacités dans l'utilisation des TIC.

2-1. L'épineuse question de l'usage des TIC dans l'éducation en Afrique

Comme on a pu le mentionner dans les lignes précédentes, l'une des préoccupations majeures des initiateurs du projet PADTICE est de favoriser l'appropriation des TIC dans les institutions universitaires de l'espace UEMOA. Si généralement des problèmes de moyens et d'infrastructures sont évoqués pour justifier l'échec de la plupart des programmes mis en place depuis les années 1960 pour permettre l'intégration des TIC

⁸ UNESCO, septembre 2013, *bulletin mensuel électronique du projet PADTICE n° 000*

⁹ Idem

dans le milieu universitaire africain, force est de reconnaître que la très faible implication des acteurs de l'enseignement supérieur africain dans ses programmes est indiscutablement l'une des principales raisons de leur échec (Tahiri-Leborgne, 2002). En effet, le déficit d'appropriation de ces technologies venues d'occident par les acteurs du milieu universitaire en Afrique (chercheurs ou administrateurs) se traduit généralement par une très faible participation de ces derniers dans ces différents programmes qui sont le plus souvent mis en place dans le cadre de la coopération avec les pays du Nord ou à l'initiative d'organisations internationales intervenant dans le domaine du développement (Ducasse, 2002). Les acteurs des institutions universitaires africaines se complaisent en général dans un rôle de « suiveurs » d'un mouvement initié par des institutions occidentales dont les réalités sont bien loin des leurs.

L'une des préoccupations essentielles est d'arriver à faire en sorte que l'innovation proposée rejoigne les intérêts des acteurs du monde éducatifs africains. En général, en Afrique le modèle rogerien de la diffusion des innovations technologiques a souvent été une source d'inspiration (Rogers, 1983). La non-adoption de l'innovation technologique proposée est généralement perçue comme une simple résistance au changement et les acteurs incapables d'adopter l'innovation sont stigmatisés. Il est généralement attendu des usagers africains de l'innovation technologique qu'ils soient capables d'imiter ou de reproduire des pratiques importées d'occident ou proposées par des institutions internationales sans que rien de concret ne soit fait pour stimuler une plus grande implication de leur part dans la conception des projets. La participation des agents sociaux à l'innovation technologique est le plus souvent éludée dans ces programmes généralement marqués par une tendance des promoteurs au déterminisme technique.

C'est ainsi que nous inspirant du modèle de la traduction (Callon, Latour, 1986, Akrich, 1998) on peut penser qu'il serait important dans l'optique de la mise en place d'un programme d'intégration d'une innovation technologique dans les universités africaines de s'inspirer des usages et des pratiques qui se font dans un cadre purement informel. Dans cette perspective l'appropriation de la téléphonie mobile dans tous les secteurs d'activité en Afrique est assez édifiante. Depuis peu de temps, le monde universitaire devient également un terrain d'observation des modes d'utilisation très singulière, de cette technologie considérée par plusieurs chercheurs comme la seule véritable

révolution technologique qu'a connue le continent africain au cours de ses deux dernières décennies.

2-2. L'exemple de la téléphonie mobile à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan

Il faut souligner qu'à l'université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire) par exemple, plusieurs modes d'appropriations du téléphone mobile comme outil de partage et d'apprentissage par les étudiants sont déjà observés. Parmi les pratiques les plus répandues, on peut citer entre autres: le partage des informations via le SMS ou le MMS sur les programmes de cours, les emplois du temps, les dates des examens, les notes, etc., la photographie des documents (cours, pages de livres, etc.) pour les consulter plus tard quand ils sont seuls loin de leurs cahiers, l'enregistrement des cours (CM, TD) pour les recopier à la maison. Certains vont jusqu'à filmer la séance de cours¹⁰. Ces pratiques qui se déroulent dans un cadre informel entièrement en dehors du contrôle de l'institution mettent en lumière les capacités des acteurs sociaux à participer à la conception de l'innovation. On pourrait donc légitimement penser que pour être efficace un programme d'intégration des Technologies numériques dans les universités africaines devrait s'inspirer des pratiques déjà existantes en vue de les bonifier. L'idée de diffuser dans les institutions africaines des pratiques importées d'occident n'a véritablement jamais vraiment porté ses fruits comme le démontrent les résultats des expériences antérieurs cités précédemment. Contrairement à l'ordinateur, le téléphone portable est devenu dans toute l'Afrique une technologie à la portée de tous. L'appropriation de cet outil de communication par les populations africaines se traduit par de nombreux usages inédits. Ainsi, le recours aux technologies mobiles combiné à l'application de méthodes pédagogiques actives, participatives ou collaboratives semble constituer une alternative acceptable, voire souhaitable, à l'approche magistrale qui domine et tend à s'imposer comme élément de solution pour améliorer la qualité de la formation universitaire en Afrique.

¹⁰ Information recueillie à la suite d'un entretien avec Akrégbou Paulin doctorant à l'Université de Cocody préparant une thèse sur l'appropriation du téléphone mobile par les jeunes en Côte d'Ivoire.

3. Les enseignants-chercheurs ivoiriens et le PADTICE ?

3.1 Méthodologie de l'enquête

Une recherche empirique que nous avons réalisée en octobre 2014 auprès de vingt enseignants-chercheurs de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan sur leur accessibilité aux technologies de l'information et de la communication et l'usage des technologies numériques dans le cadre de leurs activités d'enseignement et de recherche nous a permis d'évaluer également le niveau de connaissance du programme PADTICE et d'implication de ces acteurs très importants de cette institution universitaire dans la réalisation de ce programme.

Cette étude qualitative qui n'avait donc pas pour vocation à être exhaustive nous a permis d'interroger des enseignants de tous les grades (Assistants, Maitres-assistants, Maîtres de conférences et Professeurs titulaires), d'au moins deux années d'ancienneté à l'Université Félix Houphouët-Boigny. Ces enseignants sont issus des lettres et sciences humaines, des sciences et techniques et des sciences médicales. Tous ces enseignants ont été interrogés sur leur lieu de travail.

Le guide d'entretien que nous avons utilisé comme instrument de collecte des données nous a permis d'aborder cinq principaux points. Il s'agit de l'accès aux TIC à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, de l'usage des TIC dans leurs activités pédagogiques et de recherche, de leur connaissance du programme PADTICE et enfin de leur implication dans le programme. Dans le cadre de cet article, il sera analysé exclusivement les données recueillies sur les deux derniers points concernant le PADTICE.

Les entretiens étaient semi-directifs. Comme le soulignent Bonneville, Grosjean et Lagacé (2007, p175) :

« L'entrevue semi-dirigée est une entrevue au cours de laquelle le chercheur adopte aussi une attitude de compréhension, mais ces relances sont guidées par une grille (ou canevas) d'entrevue

préalablement construite. Cette grille permet au chercheur d'aborder avec la personne interviewée une série de thèmes qui auront été définis tout en lui laissant la possibilité de soulever et d'aborder d'autres thèmes ou aspects du sujet. »

À ces entrevues semi-dirigées ont peu ajouter de très nombreuses discussions informelles avec des collègues de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan dont l'un des vice-présidents de l'institution sur le sujet.

3.2 Connaissance et implication des enseignants de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan dans le programme PADTICE

Les résultats de l'enquête réalisée par entrevues semi-dirigées et les nombreuses conversations informelles avec les collègues de l'Université Félix Houphouët-Boigny nous ont permis de nous rendre assez rapidement compte de la méconnaissance totale de ce programme par une grande majorité des enseignants interrogés. La majorité d'entre eux disait ne jamais avoir entendu parler de ce programme bien que les trois premiers bulletins du PADTICE ont été diffusés par courriel à l'ensemble de la communauté universitaire par les services de la présidente de l'Université. Un bref entretien informel avec un des vice-présidents de l'Université nous a permis de nous rendre compte que même à ce niveau on avait encore une connaissance approximative du déroulement du programme. Ce haut responsable de l'Université regrettait que des lourdeurs administratives ne facilitent pas sa réalisation effective.

Pour l'écrasante majorité des enseignants interrogés, des problèmes de communication et surtout la non-implication des UFR et des départements dans ce type de projet sont les principales raisons de leur échec. En effet, pour ces derniers les principaux acteurs de l'Institution devraient être mieux informés et impliqués dans la réalisation d'un tel projet. Pour certains enseignants parmi les plus anciens, la question de l'insertion des TIC dans les universités en Côte d'Ivoire est toujours restée au stade de la promesse depuis des décennies. Ce qui les conduit à s'interroger sur les intentions réelles de ceux qui tiennent ces discours. Cela est d'autant plus préoccupant que depuis près de deux ans certaines UFR ont reçu du matériel informatique (ordinateurs de bureau et

ordinateurs portables, scanners, imprimantes multifonctions, etc.) destiné à la création de salles informatiques en libre accès pour les étudiants et les enseignants, mais également à être installé dans les bureaux des enseignants sans que cela soit fait pour des raisons de « sécurité ». Ce matériel reste donc stocké dans des salles au risque de se détériorer. Seuls les enseignants occupant des postes administratifs (Doyens, directeurs de département ou de centre de recherche) ont eu accès à ce matériel.

Pour de la quasi-totalité des enseignants interrogés, le succès d'un programme comme le PADTICE est indispensable si on veut réussir le passage au LMD. Ce succès va nécessiter une meilleure stratégie de communication et de sensibilisation des acteurs qui devront participer à la réalisation de ce projet qui doit tenir compte et s'adapter aux réalités locales.

Au vu des réponses obtenues au cours de cette enquête, on est légitimement en droit de penser que le PADTICE est plus en voie de devenir une nouvelle illusion plutôt que d'être le catalyseur d'une véritable révolution à l'Université de Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. La non-implication des principaux acteurs telle que les enseignants-chercheurs dans ce projet qui leur est complètement étranger nous fait penser qu'on s'achemine une fois de plus vers une stratégie diffusionniste qui consistera le moment venu à demander aux acteurs de se contenter d'adopter l'innovation proposée sans qu'il leur ait été donné l'occasion de participer à sa conception.

Conclusion

La question de l'insertion des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement supérieur en Afrique n'est pas une préoccupation nouvelle. Depuis l'accession de la majorité des pays africains à l'indépendance politique dans les années 1960, chaque décennie a connu son lot d'expérimentations de programmes visant le transfert de technologies médiatiques (vidéotex, audios et vidéoconférences, campus numériques, etc.) en expansion en occident dans les institutions universitaires africaines, avec des fortunes diverses.

Le plus souvent, ses programmes n'ont pas résisté à la fin du projet pilote et au désengagement des organisations internationales qui furent à l'origine de ces projets. La très faible implication des principaux acteurs locaux (étudiants, enseignants, personnels administratifs) dans la conception et la réalisation de ces projets explique en partie, les difficultés que rencontrent ces projets qui s'inspirent très peu des pratiques déjà existantes dans le milieu universitaire africain. On attend généralement uniquement des acteurs locaux qu'ils soient capables d'adopter l'innovation proposée.

Une approche généralement techno-déterministe domine. Il est le plus souvent attendu des acteurs qu'ils parviennent à adopter l'innovation technologique proposée en essayant de reproduire les pratiques qui ont cours dans les pays occidentaux en faisant fi de la réalité locale. Leur capacité à participer activement à la conception de l'innovation est le plus souvent ignorée.

Le PADTICE qui est le dernier programme en phase d'expérimentation dans les pays africains francophones de la zone UEMOA est présenté comme un programme d'appui à la mise en œuvre du système LMD (Licence-Master-Doctorat) dans les universités de ces pays afin qu'elles répondent aux normes internationales. Comme les programmes qui l'on précédé, les promoteurs de ce dernier programme disent accorder une place importante au développement d'infrastructures physiques et virtuelles des TIC, au renforcement des équipements et matériels informatiques et à la formation des acteurs (PADTICE, 2014). S'il est incontestable que ces trois composantes du PADTICE deviennent incontournables dans le fonctionnement des institutions universitaires à notre époque, on peut légitimement s'interroger sur les raisons qui portent à croire que cet énième projet ne connaîtra pas le même sort que ces prédécesseurs (Tamtel, audios et vidéoconférences, etc.). Le système LMD qu'il est censé appuyé reste pour l'instant dans bon nombre d'universités de la zone UEMOA au stade d'expérimentation. À l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan par exemple, plusieurs années après l'annonce de la mise en place de ce système, l'évolution des méthodes pédagogiques est encore très difficile à percevoir et les acteurs peinent à s'approprier ce nouveau système importé une fois de plus d'occident.

L'intégration des TIC dans le processus pédagogique qu'impose l'adoption du LMD se fait encore de façon informelle, selon que l'enseignant leur accorde ou pas une certaine importance. L'absence d'organismes locaux oeuvrant pour le financement de projets ou de programmes de recherche, n'encourage pas la redynamisation des centres et instituts de recherche ce qui a une incidence majeure sur le travail collaboratif qui est l'une des principales raisons du développement de TIC dans les universités des pays occidentaux.

Bibliographie

- AKAM N, DUCASSE R. 2002, *Quelle université pour l'Afrique ?*, Pessac : MSHA.
- AKRICH M, 1998, « Les utilisateurs, acteurs de l'innovation », *Éducation permanente* 134, n° 134, Paris, p. 79-89
- BANQUE MONDIALE, 2002, *Construire les sociétés du savoir : nouveaux défis pour l'enseignement supérieur*. Washington D.C. The World Bank.
- BANQUE MONDIALE, 2003, *Education in Rwanda. Accelerating The Agenda For Post Conflict Resolution*, A World Bank Country Study, Africa Region, Human development Department, Washington D.C
- BOGUI M. J-J, 2008, *Intégration et usages des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation en Afrique : situation de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire, 2003-2005*. Paris, éditions Édilivre, (Collection universitaire : sciences, information et communication).
- BOGUI M. J-J,, 2010, «L'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire à l'ère de la société de la connaissance: la difficile intégration des Technologies de l'information et de la communication», in *Les usages intelligents des technologies de l'information et de la communication dans la réorganisation universitaire* sous la direction de Noble AKAM, Lise VIEIRA et Andy Makinde N'ZE-NGUEMA, MICA-GRESIC-Université de Bordeaux, Pessac, 2010, pp. 75-88.
- BONNEVILLE L., GROSJEAN S., LAGACÉ M., 2007, *Introduction aux méthodes de recherche en communication*, Montréal, édition Gaëtan Morin,

CALLON M et LATOUR B, 1986, « Les paradoxes de la modernité. Comment concevoir les innovations ? » *Prospective et santé* n° 36, p. 13-25

CASTELLS M., 2002 « *La dimensión cultural de Internet.* » Universitat Oberta de Catalunya. <http://www.uoc.edu/culturaxxi/esp/articles/castells0502/castells0502.html>

CREPUQ, 1996, *Rapport sur le développement des nouvelles technologies de l'information et des communications dans le réseau universitaire Québécois.* <http://.crepuq.qc.ca/tic/TIC.html> (consulté en janvier 2002)

DOLENCE M., NORRIS D. M, 1995, *Transforming Higher Education, Society for College and University Planning.*

FUSARO M., AGBOBLI C., BOGUI M. J-J., KIYINDOU A., 2012, *Mobilité et pauvreté. Le téléphone mobile nouvel instrument de lutte contre la pauvreté*, (Projet de recherche), UQAM, Chaire UNESCO en communication et technologies pour le développement.

LANGLOIS C., 1997, « les universités et les Technologies de l'information et de la communication : Problèmes et stratégies. » Paris : AIU/UNESCO. http://www.unesco.org/iau/fre/tfit_reports_fr.html. (Consulté en novembre 2002).

LEBORGNE-TAHIRI C., 2002, *Universités et Nouvelles Technologies en Afrique de l'ouest francophone : Passé, présent, et avenir*, Dakar : Bureau régionale de l'UNESCO à Dakar (BREDA).

LOIRET P-J, 2008, « L'université virtuelle africaine, l'enseignement à distance en trompe-l'œil ? », *Distances et savoirs* 2/ 2008 (Vol. 6), p. 187-209
URL : www.cairn.info/revue-distances-et-savoirs-2008-2_-page-187.htm.

MERCIER N. « Les conférences : leur avenir dans notre contexte universitaire ». *Assempé*, 1984, C, 18-19.

PROULX S, 2006, « Pour comprendre l'usage des objets communicationnels, (re)penser le constructivisme » *Signe, culture et lien social à l'ère des réseaux*, Degrés, no. 126-127, Bruxelles, p. B1-B18.

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, 1995, *La réforme de l'enseignement supérieur : Innover pour réussir*, Abidjan : Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique.

ROGERS, E. M, 1983, *Diffusion of innovations*, New York : Free Press.

TUDESQ, A-J. « Les technologies de l'information : facteurs d'inégalité en Afrique subsaharienne ». *Tiers Monde*, vol 35, n°138, 1994, p.63-68.

UNESCO, 1997, *Déclaration et plan d'action sur l'enseignement supérieur en Afrique*, adoptés par la Consultation régionale de la région Afrique, préparatoire à la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur. UNESCO-BREDA

UNESCO, 2008, *Réformes de l'enseignement supérieur en Afrique : éléments de cadrage*, Dakar, UNESCO-BREDA

UNESCO, novembre 2013, *bulletin mensuel électronique du projet PADTICE n° 002*

UNESCO, octobre 2013, *bulletin mensuel électronique du projet PADTICE n° 001*

UNESCO, septembre 2013, *bulletin mensuel électronique du projet PADTICE n° 000*

Guide d'entretien

Objectif : Ce guide d'entretien a pour objectif de recueillir des informations sur l'accès et l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les enseignants de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan dans le cadre de leurs activités pédagogiques et de recherche.

1. Accès aux TIC à l' UFHB

- Équipements mis à disposition (PC, vidéoprojecteurs, tout-en-un, etc.)
- Équipements personnels
- Services en ligne (courriels, site internet, bureau virtuel, VPN, etc.)

2. Intégration des TIC dans la pédagogie

- Plateformes pédagogiques
- E-learning ou M-learning
- Réseaux socionumériques

3. Intégration des TIC dans les activités de recherche

- TIC utilisées dans le cadre des activités de recherche
- Conditions d'accès aux TIC dans le cadre des activités de recherche

- Difficultés rencontrées

4. Connaissance du programme PADTICE

- Définition
- Objectifs
- Intérêt

5. Participation au programme PADTICE

- Implication dans le programme
- Attentes
- Critiques